

Ne pas publier, diffuser ou distribuer, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou dans tout autre pays dans lequel la distribution ou la diffusion d'un tel communiqué est interdite par la loi.

**COMMUNIQUE RELATIF AU DEPOT
D'UN PROJET DE NOTE D'INFORMATION ETABLIE PAR**

Société d'Edition de Canal Plus

**EN REPONSE A L'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
INITIEE PAR LA SOCIETE**

Vivendi

Le présent communiqué a été établi par la Société d'Edition de Canal Plus et est diffusé en application des dispositions de l'article 231-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »).

Le projet d'offre, le projet de note d'information de la société Vivendi et le projet de note en réponse de la Société d'Edition de Canal Plus restent soumis à l'examen de l'AMF.

Le projet de note en réponse est disponible sur les sites Internet de la Société d'Edition de Canal Plus (<http://actionnaires.canalplus.fr>) et de l'AMF (www.amf-france.org). Il peut être obtenu sans frais auprès de :

Société d'Edition de Canal Plus
1, place du Spectacle
92130 Issy-les-Moulineaux

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la Société d'Edition de Canal Plus seront mises à la disposition du public au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre publique d'achat selon les mêmes modalités. Un communiqué sera diffusé pour informer le public des modalités de mise à disposition de ces informations.

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OFFRE	3
2.	DECISIONS ET AVIS MOTIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE.....	3
	2.1 Rappel des décisions préalables du Conseil d'administration du 19 mai 2015 relatives à l'Offre	3
	2.2 Compte-rendu des travaux préparatoires au Conseil d'administration	4
	2.3 Avis motivé du Conseil d'administration du 26 juin 2015	4
3.	INTENTIONS DE LA SOCIETE RELATIVES AUX ACTIONS AUTODETENUES....	6
4.	INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	6
5.	RAPPORT DE L'EXPERT INDEPENDANT	7
6.	AVIS DU COMITE D'ENTREPRISE DE L'UES CANAL+	7
	6.1 Avis du Comité d'Entreprise de l'UES Canal+	7
	6.2 Rapport de l'expert-comptable nommé par le Comité d'Entreprise de l'UES Canal+ .	8

1. PRESENTATION DE L'OFFRE

En application du Titre III du Livre II et plus particulièrement des articles 232-1 et suivants du règlement général de l'AMF, Vivendi, société anonyme au capital de 7.494.548.886 euros, dont le siège social est situé 42, avenue de Friedland à Paris (75008), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 343 134 763, et dont les actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0000127771 (« **Vivendi** » ou l'« **Initiateur** »), propose de manière irrévocable aux actionnaires de la Société d'Edition de Canal Plus, société anonyme au capital de 95.018.076 euros, dont le siège social est situé 1, place du Spectacle à Issy-les-Moulineaux (92130), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 329 211 734 (« **SECP** » ou la « **Société** »), et dont les actions sont admises aux négociations sur Euronext Paris sous le code ISIN FR0000125460, d'acquérir la totalité de leurs actions dans le cadre de l'offre publique d'achat décrite ci-après (l'« **Offre** »).

Dans ce contexte, l'Initiateur a déposé auprès de l'AMF le 27 mai 2015 un projet de note d'information établi en application des dispositions des articles 231-13, 231-16 et 231-18 du règlement général de l'AMF (le « **Projet de Note d'Information** »).

Le prix de l'Offre est de 7,60 euros par action de la Société (après détachement du dividende au titre de l'exercice 2014).

L'Offre sera réalisée selon la procédure normale, conformément aux dispositions des articles 232-1 et suivants du règlement général de l'AMF.

L'Offre sera ouverte pendant une période d'au moins vingt-cinq jours de négociation.

Le calendrier de l'Offre est décrit à la section 2.7 du Projet de Note d'Information.

L'Offre porte sur la totalité des actions de la Société en circulation non détenues par l'Initiateur, à l'exception des (i) 61.412.005 actions détenues par Groupe Canal+ (filiale à 100% de l'Initiateur), (ii) 6.616 actions détenues par SIG 61 SA (filiale à 100% de l'Initiateur) et (iii) 1 action détenue par Canal+ Régie SAS (filiale à 100% de l'Initiateur, à travers Groupe Canal+), soit un nombre maximal d'actions visées par l'Offre égal à 65.272.146¹.

Dans l'éventualité où, à l'issue de l'Offre les actionnaires minoritaires représenteraient moins de 5 % du capital ou des droits de vote de la Société, l'Initiateur a indiqué se réserver la faculté de mettre en oeuvre un retrait obligatoire des actions SECP.

Conformément aux dispositions de l'article 231-13 du règlement général de l'AMF, l'Offre est présentée par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et CM-CIC Securities (ensemble, les « **Etablissements Présentateurs** »). Les Etablissements Présentateurs garantissent la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre.

2. DECISIONS ET AVIS MOTIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

2.1 Rappel des décisions préalables du Conseil d'administration du 19 mai 2015 relatives à l'Offre

Le 19 mai 2015, le Conseil d'administration s'est réuni une première fois au siège social, sous la présidence de Monsieur Bertrand Meheut, afin de prendre connaissance du projet d'Offre que l'Initiateur envisageait de déposer auprès de l'AMF.

¹ Les 50.863 actions SECP auto-détenues sont visées par l'Offre.

Lors de cette réunion, le Conseil d'administration a désigné le cabinet Associés en Finance en qualité d'expert indépendant chargé d'établir un rapport sur les conditions de l'Offre, en application de l'article 261-I-I du règlement général de l'AMF.

Le Conseil d'administration a par ailleurs décidé de confier au Comité Financier, composé de Monsieur Grégoire Castaing, Président du Comité Financier, Madame Brigitte Longuet et Monsieur Pierre Blayau, administrateurs indépendants, le rôle de superviser la mission de l'expert indépendant.

2.2 Compte-rendu des travaux préparatoires au Conseil d'administration

Le 15 juin 2015, le Comité Financier de la Société, présidé par Monsieur Grégoire Castaing et composé de Madame Brigitte Longuet et de Monsieur Pierre Blayau, administrateurs indépendants, s'est réuni avec l'expert indépendant.

Au cours de cette réunion, les membres du Comité Financier se sont en particulier assurés que la Société avait mis en œuvre les diligences nécessaires en soutien à la mission d'expertise indépendante.

Le Comité Financier s'est par ailleurs réuni le 26 juin 2015 afin de faire un point général sur la fin de son instruction de l'Offre.

Le Comité Financier a fait part de ses diligences au Conseil d'administration du 26 juin 2015.

2.3 Avis motivé du Conseil d'administration du 26 juin 2015

« Le 26 juin 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni une seconde fois au siège social, sous la présidence de Monsieur Bertrand Meheut, afin de rendre un avis motivé sur l'intérêt de l'Offre et sur les conséquences de celle-ci pour la Société, ses actionnaires et ses salariés, conformément à l'article 231-19 du règlement général de l'AMF.

L'avis motivé qui suit a été rendu par Madame Brigitte Longuet, Madame Alice Holzman représentant permanent de Groupe Canal+, Monsieur Bertrand Meheut, Monsieur Rodolphe Belmer, Monsieur Pierre Blayau, et Monsieur Grégoire Castaing représentant permanent de Canal+ Régie, présents ou représentés.

En ligne avec les meilleures pratiques de gouvernance, les administrateurs qui représentent la société Groupe Canal+, filiale à 100% de l'Initiateur, ou qui lui sont liés, ont statué dans le sens des deux administrateurs indépendants.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des documents suivants :

- le communiqué de presse de l'Initiateur du 12 mai 2015 annonçant le projet d'Offre ainsi que ses principales caractéristiques et modalités ;*
- le projet de note d'information de l'Initiateur déposé auprès de l'AMF le 27 mai 2015, contenant notamment le contexte et les motifs de l'Offre, les intentions de l'Initiateur, les caractéristiques de l'Offre, et les éléments d'appréciation du prix de l'Offre ;*
- l'avis de dépôt d'un projet d'offre publique d'achat visant les actions de la Société qui a été publié par l'AMF le 28 mai 2015 (D&I AMF n°215C0710) ;*
- les premiers éléments du projet de note en réponse de la Société, contenant notamment le rappel des principaux termes et conditions de l'Offre et les informations concernant la Société, destiné à être déposé auprès de l'AMF ;*
- l'avis du comité d'entreprise de l'UES Canal+ sur l'Offre reproduit en annexe du projet de note en réponse de la Société ; et*

- le rapport de l'expert indépendant reproduit également en annexe du projet de note en réponse de la Société, établi, conformément aux dispositions de l'article 261-1 du règlement général de l'AMF, par le cabinet Associés en Finance.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a pris acte que la Société a mis en œuvre les mesures utiles pour permettre aux actionnaires de répondre à leurs questions ou de faire part de leurs observations. Le présent avis motivé intègre ainsi la revue d'un mail de questions et observations adressé par un investisseur le 24 juin 2015.

1. Analyse de l'Offre

Le Conseil d'Administration a tout d'abord constaté que :

- l'Initiateur contrôle indirectement la Société à 48,5% du capital et des droits de vote par l'intermédiaire de sa filiale à 100% Groupe Canal+ ;
- le prix de l'Offre est de 7,60 euros par action de la Société (après détachement du dividende au titre de l'exercice 2014) et fait ressortir une prime implicite de 19,1% sur la base du cours de SECP au 12 mai 2015, de 20,2% sur la moyenne des trois derniers mois précédant le 12 mai 2015, et de 24,9% sur la moyenne des six derniers mois précédant le 12 mai 2015 ;
- l'Offre porte sur la totalité des actions de la Société non détenues par l'Initiateur, à l'exception des actions détenues par Groupe Canal+, SIG 61 SA et Canal+ Régie SAS, filiales directes ou indirectes à 100% de l'Initiateur ;
- l'Offre est soumise au seuil de caducité visé à l'article 239-9 I du règlement général de l'AMF, et sera caduque si à la date de clôture, l'Initiateur ne détient pas, seul ou de concert, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une fraction du capital ou des droits de vote de la Société supérieure à 50%, en tenant compte des actions auto-détenues par SECP ;
- l'Offre vise à répondre favorablement aux attentes d'actionnaires minoritaires de SECP en leur offrant une faculté de liquidité, l'Initiateur disposant d'une trésorerie suffisante pour la réalisation de l'Offre ;
- l'Offre est rendue possible par une évolution législative (loi n°2008-776 du 4 août 2008) aux termes de laquelle l'Initiateur est désormais autorisé à détenir plus de 49% du capital social ou des droits de la Société dès lors que sa part d'audience moyenne est inférieure à 8% de l'audience totale des services de télévision ; et que
- le résultat de l'Offre n'aura aucune incidence sur le contrôle de la Société par l'Initiateur, déjà détenu indirectement par ce dernier.

Le Conseil d'Administration a ensuite relevé les principales intentions suivantes de l'Initiateur pour les douze mois à venir :

- l'Initiateur n'a pas l'intention de modifier la stratégie et/ou la politique éditoriale, commerciale et financière de la Société ;
- l'Offre ne devrait pas avoir d'impact sur l'emploi au sein de la Société ;
- l'Initiateur se réserve la possibilité de modifier la composition du Conseil d'Administration et de la direction générale de la Société ; pour autant, la Société continuera de se conformer au Code de Gouvernement d'Entreprise élaboré par l'AFEP et le MEDEF, au cas où elle reste cotée ;

- si l'Initiateur se réserve la possibilité d'étudier une éventuelle adaptation de la convention de distribution en vigueur entre Groupe Canal+ et la Société ainsi que d'initier des réflexions en direction d'une éventuelle simplification des structures juridiques du sous-groupe constitué autour de Canal+, aucun principe en ce sens n'a toutefois été arrêté, pas plus que n'a été analysée la faisabilité de telles opérations ;
- l'Initiateur n'a pas l'intention, s'il n'atteignait pas à l'issue de l'Offre le seuil de 95% du capital et des droits de vote de la Société lui ouvrant la faculté de retrait obligatoire, de lancer à cette fin une nouvelle offre ou d'acquérir davantage d'actions sur le marché. L'initiateur se réserve toutefois la faculté de mettre en œuvre un retrait obligatoire si son niveau de détention à l'issue de l'Offre atteignait le seuil de 95% ; et
- à l'issue de l'Offre, la politique de dividende de la Société continuera d'être déterminée par ses organes sociaux, en fonction de la situation financière et des besoins de la Société et de ses filiales, et de ses capacités distributives.

Le cabinet Associés en Finance, invité à la séance du Conseil d'Administration, a ensuite présenté son rapport dont il ressort des conclusions que :

- la méthode retenue à titre principal (méthode DCF to firm ou DCF to equity) fait ressortir une fourchette de 6,97€ à 8,10€ ; et que
- le prix offert dans le cadre d'une offre facultative est équitable pour les actionnaires souhaitant profiter d'une liquidité sur leur investissement, le prix proposé s'inscrivant dans la fourchette de valeurs déterminée dans ses travaux d'évaluation.

Le cabinet Associés en Finance a également présenté les diligences qui ont été accomplies dans le cadre de l'élaboration de son rapport, dont sa participation, le 15 juin 2015, à une réunion avec les membres du Comité Financier de la Société. Il a dans ce cadre confirmé avoir reçu toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Administration a également revu l'avis du comité d'entreprise de l'UES Canal+ sur l'Offre dont le contenu est reproduit en intégralité dans le projet de note en réponse de la Société.

Puis, le Conseil d'Administration a pris acte que le prix de l'Offre proposé par Vivendi est équitable pour les actionnaires de la Société.

2. Décisions du Conseil d'Administration

Au regard des éléments qui précèdent, le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, a décidé, à l'unanimité, que l'Offre est dans l'intérêt de la Société, de ses salariés, et de ses actionnaires et recommande aux actionnaires de la Société d'apporter leurs actions à l'Offre. »

3. INTENTIONS DE LA SOCIETE RELATIVES AUX ACTIONS AUTODETENUES

Les 50.863 actions de la Société auto-détenues étant visées par l'Offre, le Conseil d'administration a décidé, à l'unanimité, de les apporter à l'Offre.

4. INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte tenu de l'avis motivé qui précède, les membres du Conseil d'administration ont déclaré, chacun pour ce qui le concerne, qu'ils apporteraient leurs actions de la Société à l'Offre, à l'exception :

- de la société Groupe Canal+ et de la société Canal+ Régie SAS, dont les actions de la Société qu'elles détiennent ne sont pas visées par l'Offre ; et

- de l'action que chaque membre du Conseil d'administration doit conserver en sa qualité d'administrateur conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts de la Société.

5. RAPPORT DE L'EXPERT INDEPENDANT

En application de l'article 261-1 I du règlement général de l'AMF, le cabinet Associés en Finance a été désigné par la Société en qualité d'expert indépendant afin d'établir un rapport sur l'Offre.

Ce rapport, en date du 25 juin 2015, est reproduit dans son intégralité en Annexe 1 du projet de note en réponse.

6. AVIS DU COMITE D'ENTREPRISE DE L'UES CANAL+

6.1 Avis du Comité d'Entreprise de l'UES Canal+

Le Comité d'Entreprise de l'UES Canal+ a rendu le 25 juin 2015 l'avis suivant sur l'offre publique d'achat amicale initiée par Vivendi sur les actions de SECP :

« Les élus du comité d'entreprise ont pris connaissance du projet d'OPA de Vivendi sur les actions de la Société d'Edition de Canal Plus et remettent l'avis motivé suivant :

Les élus notent d'abord le caractère particulier de cette OPA, lié au fait que :

- *D'une part, contrairement à un schéma classique, l'OPA ne répond pas à une logique de prise de contrôle faisant porter des risques liés à une nouvelle stratégie ou à la volonté de réaliser des synergies avec les activités du repreneur, ...*
- *d'autre part, l'auteur de l'offre, Vivendi, en tant qu'actionnaire à 100% de Groupe Canal+, a déjà sous sa responsabilité indirecte l'élaboration de la stratégie, les choix économiques, organisationnels et sociaux de la société cible.*

Pour autant, les élus souhaitent soulever deux points :

1. *Sur l'argumentaire financier présenté par l'initiateur de l'offre et sous tendant l'OPA : le directeur financier indique que le groupe dispose de disponibilités très importantes et peu rémunérées (environ 0,5 %) qui seraient mieux utilisées en rachetant les parts de la SECP, du fait en particulier de l'économie réalisée sur les dividendes versés, qui représenteraient un rendement d'environ 3,5 %.*

Sur le sujet, les élus s'étonnent de la comparaison de la rentabilité d'un investissement à celle d'une trésorerie non utilisée et espèrent que la direction du Groupe Canal + est à même de présenter à la direction de Vivendi des projets d'investissements présentant un rendement supérieur à 3,5%.

En tout état de cause, dans le contexte particulier actuel, les élus se tiennent à disposition de la direction pour lister les besoins en termes de postes, équipements, salaires, investissements, rachats de prestataires et de sociétés de productions, etc. qui auraient le double avantage de préserver l'emploi, améliorer les conditions de travail, la reconnaissance de l'implication des salariés, ... et d'utiliser à bon escient une partie de la trésorerie disponible du groupe Vivendi, sur des sujets autres que la seule rémunération des actionnaires ;

2. *Indépendamment de la présentation discutable de la logique financière, les élus ne comprennent pas que Groupe Canal + ne soit pas l'initiateur de l'OPA en lieu et place de Vivendi.*

En effet, en l'absence d'autres arguments que ceux exposés par Vivendi à l'AMF ou devant cette instance, il aurait été plus logique que le rachat soit réalisé par Groupe Canal+ qui détient déjà 48,5% des parts de la SECP. Le schéma envisagé complexifie l'organisation juridique du groupe, alors que la direction souligne fréquemment la nécessité de la simplifier, et déconnecte l'organisation juridique du groupe de son organisation opérationnelle.

De plus, le transfert, en cas de succès de l'OPA, de la propriété d'un actif central (Canal+) du groupe Canal+ à Vivendi suscite des interrogations sur les objectifs poursuivis et les éventuelles évolutions à venir sur l'organisation et la gouvernance du périmètre du Groupe Canal +.

Les élus s'attacheront en conséquence à s'assurer que les engagements relatifs à l'absence de conséquences sociales liées au projet prises dans le projet de note AMF soient respectées, et que l'intégrité du périmètre actuel du Groupe Canal+, les avantages sociaux dont bénéficient les salariés de la SECP au sein de l'UES, ... ne soient pas remis en cause par le projet d'OPA.

Ils demandent à ce que la convention de distribution ne soit pas dénoncée. Dans le cas où elle le serait tout de même, ils demandent à ce qu'il n'y ait aucune répercussion négative pour les salariés au niveau du montant de la participation et que celui-ci reste identique à ce qu'il serait dans la configuration actuelle.»

6.2 Rapport de l'expert-comptable nommé par le Comité d'Entreprise de l'UES Canal+

Ce rapport, en date du 23 juin 2015, est reproduit dans son intégralité en Annexe 2 du projet de note en réponse.

Relations Investisseurs

Marine Schenfele

01 71 35 35 36

Site web : <http://actionnaires.canalplus.fr>

Mail : relations-actionnaires@canal-plus.com

Direction de la communication

Laurence Gallot

01 71 35 02 22

Antoine Banet-Rivet

01 71 35 00 26